

[Text]

senators, their spouses or their children, against potential violent acts. What is the judgment call?

I would very much support a concern over ourselves trying to interpret whether the regulations are protecting, forgetting about the Charter.

Mme Gibeau: Je voudrais revenir sur cette notion de la Charte des droits et libertés sans vouloir enlever, je pense, la possibilité aux gens de protester et de manifester. Je voudrais revenir sur le point d'une possibilité d'accident. Il y a une possibilité d'accident pour ces gens-là, mais il y a aussi la possibilité du fait que étant élus, nous devenons des personnes publiques et étant donné certaines décisions, selon les circonstances, des élus qui deviennent plus vulnérables que d'autres.

À toutes les fois que des foules essaient d'approcher les élus, il y a effectivement des barrières, des policiers ou même des fouilles. Mais à l'extérieur, la foule peut approcher les ministres tant qu'elle le veut de façon aussi rapprochée, finalement, qu'elle le veut sans aucun contrôle.

Quand il y a eu le vote sur l'avortement la semaine dernière ou il y a deux semaines, j'ai vu des gens s'approcher du ministre Kim Campbell d'assez près et l'agression verbale était de toute évidence à un niveau ou une intensité assez dramatique. Je me suis posée la question: qu'est-ce qui arriverait si quelqu'un sortait un couteau ou quelque chose comme cela? Elle a certainement un chauffeur mais son chauffeur était dans la voiture. Il n'y a personne en charge de protéger ces gens-là sur la colline alors que si ils étaient obligés d'être un peu plus loin il y aurait déjà une protection plus grande.

On en a deux auxquels on est habitué, il y a M. Kealey et un autre, je ne le connais pas trop, mais il y a plein de gens qui peuvent se rapprocher tant que ça des élus, ou des personnalités publiques. La Charte des droits et libertés ne s'applique pas nécessairement sur la même base partout. Il y a des gens qui sont connus. Supposons que quelqu'un décide que le sénateur Rizzuto gagne déjà assez cher et qu'il décide de vous agresser, il n'y a personne qui va vous protéger. Vous êtes très connu alors vous n'êtes déjà plus dans la même ligue qu'un citoyen ordinaire. C'est cela qui me dérange.

Mr. Kaplan: I wish to venture a legal analysis—but I am not sure that I am right—of the situation that builds on strike. For example, Brezhnev comes onto Parliament Hill and the police make a decision about where to put a line for people to stand there. But a group of people who want to exercise their civil liberties come over the fence and start demonstrating, holding up signs, shouting, and so on, and the police arrest them. They would then be charged with some relevant offence under the existing Criminal Code. In other words, it is not crossing the barrier. The police cannot go around making up laws, but they have made a decision that this is the amount of space that they need to protect this particular individual.

A Canadian citizen disagrees with them, jumps over the fence and gets charged under a well-established section of the Criminal Code that deals with creating a public disturbance, shouting, or whatever, in a public place. It then goes to court,

[Traduction]

ou de leurs enfants—qui risquent d'être visées par des actes violents. Où y a-t-il lieu de faire preuve de jugement?

Je serais beaucoup plus enclin à me préoccuper de mon propre sort et à essayer de déterminer si le règlement me protège oui ou non en mettant de côté la Charte.

Mrs. Gibeau: I would like to go back to this idea of the Charter of Rights and Freedoms, without wanting to take away people's opportunity to protest and demonstrate. I would like to go back to the point about the possibility of an accident. It's possible that a demonstrator could get hurt, but there is also the possibility that some of us—because as elected representatives of the people we become public figures—and given certain stands some of us take there might be circumstances in which some politicians were more at risk than others.

Every time crowds try to get close to politicians there are barriers, police, even searches. But outside, a crowd can come as close to Cabinet ministers as they like, really—there's no control at all.

When the abortion vote was held a week or two ago, I saw people go up quite close to Kim Campbell and the verbal aggression was obviously at a pretty dramatic level. I couldn't help wondering what would happen if somebody drew a knife or something like that. She had her driver, but he was in the car. There's no one to protect people like that on the Hill, and if the public had to be a little farther away that would already be greater protection.

There are two we're used to, Mr. Kealey and the other one, I don't know him much, but there are plenty of people who come that close to politicians or public figures. The Charter of Rights and Freedoms doesn't necessarily apply on the same basis everywhere. There are people who are well-known. Suppose someone decides that Senator Rizzuto is already earning enough money and decides to attack you—there's nobody to protect you. You're a well-known public figure, so already you're not in the same league as the ordinary citizen. That's what troubles me.

M. Kaplan: Je veux me risquer à faire une analyse juridique—même si je ne suis pas certain d'avoir raison—de cette situation où les gens agissent comme s'ils étaient en grève. Par exemple, M. Brejnev se rend sur la colline du Parlement et la police décide de l'endroit où une clôture métallique sera érigée. Un groupe de citoyens qui désirent exercer leurs libertés civiles franchissent toutefois cette clôture et commencent à manifester à l'aide d'affiches, de cris, etc. La police les arrête. Ces personnes seraient ensuite accusées en vertu des dispositions pertinentes du Code criminel. En d'autres mots, elles ne seraient pas accusées d'avoir franchi la clôture. La police ne peut pas créer des règles aussi facilement, mais elle avait décidé que c'était l'espace dont elle avait besoin pour assurer la protection de cette personnalité.

Un citoyen canadien en désaccord avec elle saute par-dessus la clôture et se fait accuser en vertu d'un article bien établi du Code criminel parce qu'il a troublé la paix, vociféré ou posé un autre geste répréhensible dans un endroit public. C'est ensuite